

LA LETTRE DU COMITÉ

Mai 2025



Une justice en miettes, des innocents en prison

Il est des histoires qui, à elles seules, révèlent les rouages d'un système. Celle d'Adem Rezgui, jeune Tunisien de 21 ans, condamné à 30 ans de prison au lieu de son frère décédé, est une allégorie du naufrage judiciaire que traverse aujourd'hui la Tunisie. Une affaire injuste, absurde, cruelle – mais loin d'être isolée.

LIRE L'EDITO



1er mai 2025 – Place d'Italie, Paris Mobilisation pour Ahmed Souab et toutes les prisonnières politiques : quand la justice devient combat

Plus de 500 personnes ont forcé la place d'Italie, à Paris, ce 1er mai, pour crier leur colère et leur détermination : « Liberté pour Ahmed Souab ! Liberté pour les prisonnières politiques et d'opinion en Tunisie ». Avocat, ancien juge, pilier de l'indépendance judiciaire tunisienne, Souab est aujourd'hui emprisonné sur ordre d'un pouvoir qui se sert de la loi comme d'une matraque. Tout comme les autres détenues d'opinion, sa détention, fabriquée de toutes pièces par des accusations frauduleuses, n'est pas un fait divers : c'est le symptôme d'un État qui abandonne le droit pour installer son règne autoritaire.

LIRE L'ARTICLE



Tribune du comité international de soutien aux libertés et à la démocratie en Tunisie initié par la FIDH - Euromed Droits et CRLDHT

Le 18 avril dernier, Me Ahmed Souab, avocat, ancien magistrat, figure respectée du barreau tunisien, s'exprimait devant la Maison de l'avocat à Tunis. Ce jour-là, en robe, entouré de ses confrères et confrères, il a osé dire ce que tout le monde sait et voit mais que beaucoup n'osent pas nommer :

LIRE LA TRIBUNE



La Tunisie 2025 : ce pays qui ne tient que par ses FEMMES. Et Tout le reste s'effondre

La publication du recensement démographique national en mai 2025 est un événement majeur. Pas seulement parce qu'il s'agit d'un document statistique exhaustif, mais parce qu'il dresse, sans effets de manche, un état d'urgence silencieux. Il révèle ce que nous vivons tous et toutes sans toujours pouvoir le nommer : un pays qui se vide, qui vieillit, qui craque — et qui tient encore debout grâce à celles qu'on ne voit pas.

LIRE L'ARTICLE



Dynamiques des mouvements protestataires en Tunisie au printemps 2025

D'après les données du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux, le mois de mars 2025 a été marqué par une baisse significative de l'activité protestataire. Alors que le mois de janvier avait recensé 483 mobilisations, et février 432, mars n'en comptait qu'environ 217. Ce ralentissement s'explique principalement par la concomitance du mois de Ramadan, une période qui, historiquement, ne favorise guère les mobilisations collectives en Tunisie. Toutefois, dès avril, le rythme des protestations a connu un regain notable, atteignant près de 422 actions.

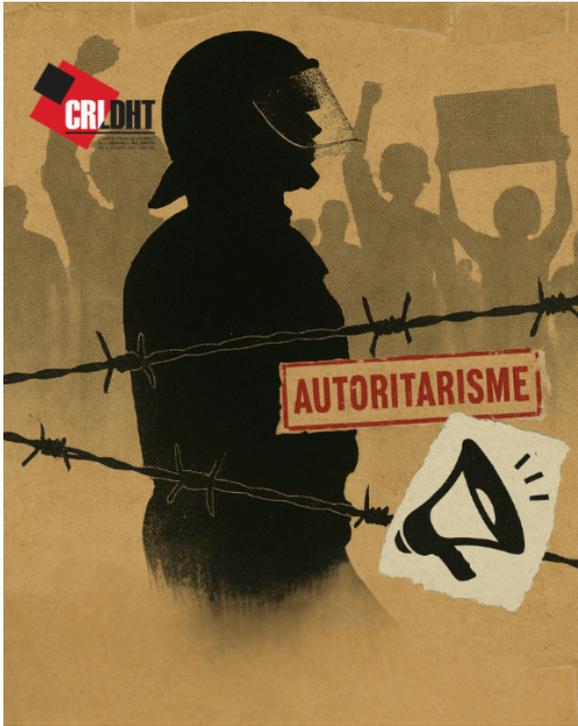
LIRE L'ARTICLE



Externalisation, répression et solidarité confisquée : la Tunisie sous emprise migratoire européenne

À l'initiative du Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT), une rencontre d'une rare intensité politique et intellectuelle s'est tenue le 15 mai 2025 au CICP à Paris, portant sur les impacts de l'externalisation des politiques migratoires de l'Union européenne en Tunisie. Intitulée « *Politiques migratoires de l'UE : quels impacts en Tunisie ?* »,

LIRE L'ARTICLE



NAVIGUER DANS L'INCERTITUDE : LES LUTTES ET LES DÉFIS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LA TUNISIE POST-2011

Quatorze ans après la révolution de janvier 2011, la Tunisie, longtemps considérée comme l'exception démocratique du monde arabe, connaît un recul sévère de ses libertés fondamentales. La société civile, qui fut l'un des piliers de la transition démocratique, voit aujourd'hui son espace d'action drastiquement réduit. Le rapport de Rania Berro et Hamza Meddeb pour l'Initiative de Réforme Arabe

[LIRE L'ARTICLE](#)



Derrière les barreaux de la république : une explosion carcérale révélatrice de l'Etat autoritaire tunisien (2022-2025)

Entre 2021 et 2023, la population carcérale en Tunisie a augmenté de plus de 10 000 détenus, passant de 21 000 à 31 000 personnes incarcérées, selon un rapport de la LTDH sur les prisons de 2022-2025. Cette hausse brutale de près de 50 % en deux ans dépasse largement les moyennes historiques observées depuis 2011. Elle marque un tournant inquiétant : la prison devient un outil central de régulation sociale et politique dans la Tunisie de l'après-25 juillet 2021.

[LIRE L'ARTICLE](#)



8 mai en Tunisie : la mémoire vive d'une justice qui n'a pas encore eu lieu

En Tunisie, le 8 mai n'est pas un jour ordinaire. Il commémore le martyr de Nabil Barakati, militant assassiné sous la torture à Gaâfour en 1987. Depuis plusieurs années, cette date est devenue un jalon symbolique de la lutte contre la torture, portée par les organisations de la société civile et des acteurs politiques soucieux de rendre hommage aux victimes, mais aussi de construire une mémoire collective et un plaidoyer contre l'impunité.

LIRE L'ARTICLE



Islamophobie, néocolonialisme et criminalisation des musulmans : le cas Aboubakar Cissé, symptôme d'une politique d'exclusion systémique

Le meurtre d'Aboubakar Cissé, jeune homme de 22 ans poignardé alors qu'il priait seul dans une mosquée de La Grand-Combe, dans le Gard, constitue un moment de bascule. Ce n'est pas seulement l'acte raciste d'un individu dérangé : c'est l'expression la plus brutale d'un climat politique et médiatique où l'islamophobie, loin d'être marginale, est systémique, instrumentalisée, et légitimée au sommet de l'État.

LIRE L'ARTICLE

CRLDHT

21ter rue voltaire
75011 Paris

crlght@proton.me
+33 (0)1 23 45 67 89

[Privacy](#)
[Imprint](#)
[Unsubscribe](#)